

les nouvelles fonctions DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINNE

par **Henri de FARCY**

Deux faits m'ont frappé, en réfléchissant sur les nouvelles fonctions de l'agriculture américaine. Elle assure du travail à un nombre de personnes finalement plus grand que si elle avait suivi les règles les plus rigoureuses de la spécialisation des entreprises. Au cours d'une passionnante expérience, ces dernières années, on a tenté de reconnaître et de financer sa fonction de gardien de la nature. Fonctions variant sans doute suivant la situation des diverses exploitations : mais les facilités de transport et de télécommunication élargissent tellement les zones périurbaines que fort peu d'entreprises finalement restent en dehors de ce mouvement.

Ceux sont ces deux thèmes que j'aimerais évoquer ici : je le fais de façon schématique, avec tous les risques que cela comporte ; heureux si, plutôt que de prêter matière à controverse sur leur importance relative, ces notes pouvaient relancer nos réflexions sur notre propre activité.

DES HOMMES PLUS NOMBREUX EN CONTACT AVEC LA NATURE

Deux données brutes permettent de faire saisir l'originalité de l'agriculture américaine :

1°) Au recensement de 1964, l'on évaluait à quatre millions d'années de travail le temps consacré au travail agricole par les agriculteurs américains, leur famille et leurs collaborateurs. Mais ces quatre millions d'années-travail étaient en fait effectuées par onze millions de personnes : un million d'étudiants assurent par exemple en moyenne près d'un mois de travail chacun.

2°) En 1970, la moitié du revenu net des familles agricoles provenait de ressources non agricoles : pourcentage en accroissement constant : 30 % en 1950, 40 % en 1960.

On se représente souvent l'agriculture américaine comme une série d'immenses entreprises : le King Ranch avec ses 100 000 hectares au Texas, par exemple. Mais la colonisation s'est faite surtout sur la base d'unités qui, bien que de taille appréciable (64 hectares), restaient au

niveau de la famille : en 1972, plus des trois quarts des heures de travail étaient assurées par l'agriculteur et sa famille, un quart seulement par des salariés. Rencontrant souvent quelque difficulté pour occuper les terres de leurs voisins, de nombreux agriculteurs ont préféré accroître leur revenu en recherchant des activités dans d'autres secteurs.

Et pas seulement des petits agriculteurs comme ceux du Sud qui végètent encore sur des fermes trop petites, mais aussi des exploitants plus importants, mus non par la nécessité, mais par des motivations d'ordre psychologique. En 1970, les 600 000 exploitations qui effectuaient les trois quarts de la production américaine assuraient à leur chef un revenu moyen de 6 600 F par mois : mais sur ce total, 1 600 F provenaient déjà d'une activité non agricole : enseignement, conseil, commerce, transport, réception de vacanciers ; les épouses sont institutrices, secrétaires, infirmières... Le travail des exploitations est assuré de multiples façons : soit par l'exploitant lui-même dans ses heures de loisir, soit par ses voisins qui assurent ainsi le plein emploi de leur équipement : le tout constituant un réseau d'entraide, de relations, de contrats, défiant toute classification.

Ce phénomène présente une conséquence capitale, au moment où le progrès technique, accroissant l'efficacité du travail agricole, peut démobiliser de nombreux agriculteurs. En 1950, chaque agriculteur devait consacrer sensiblement cent heures de travail (la moyenne française actuellement) pour produire la nourriture d'un de ses concitoyens pendant un an ; en 1970, trente heures seulement. Si ce travail était assuré par des agriculteurs s'activant à plein temps, les campagnes seraient désertes.

On peut se demander si cette formule ne constitue pas une heureuse alternative aux dispositions impitoyables de certaines politiques. C'est en y pensant qu'il y a quelques années, le professeur Conrado Barberis, de Rome, disait à l'Académie d'Agriculture de France : « Pour le Plan Mansholt, de deux agriculteurs cultivant trente hectares, l'un doit s'en aller pour que l'autre puisse en cultiver soixante. Une autre solution est possible : les deux restent ; mais tous deux exercent aussi une autre activité leur fournissant la moitié de leur nouveau revenu ». Quand une hypo-

thèse comme celle-ci s'appuie sur l'expérience de centaines de milliers d'exploitants américains, au niveau de vie et au degré d'instruction non négligeable, il est difficile de la qualifier d'hypothèse d'école !

AGRICULTEUR, GARDIEN DE LA NATURE

« Agriculteur, gardien de la nature » ? Pendant longtemps, l'agriculteur américain a été tout autre chose ! Les Raisins de la Colère, ce classique du cinéma, ont bien montré les désastres survenus dans l'Oklahoma pour avoir défriché sans précautions des terrains particulièrement fragiles. En 1939 encore, le pédologue M. Bennet affirmait devant une commission du Congrès : « Dans les vingt quatre heures que nous vivons aujourd'hui, comme dans celles d'hier et celles de demain, deux cents fermes de 16 hectares disparaissent de la surface des Etats-Unis ».

Fort heureusement, la page se tourne. On connaît les dispositions de la conservation des sols, les efforts pour adapter les assolements aux cultures motorisées, les méthodes de travail suivant les courbes de niveau. Bien plus, en 1956, lorsque le président Eisenhower avait organisé la limitation des productions, l'agriculteur s'est fait reconnaître en quelque sorte de façon officielle sa fonction de conservateur de la nature, par la création de la Banque du Sol.

Depuis, ces dispositions ont évolué : la crise mondiale en a supprimé beaucoup. Ventre affamé n'a pas d'oreilles ; la nécessité de reconstituer les stocks mondiaux a primé les considérations à plus long terme. Il n'est pas mauvais pourtant d'insister sur le rôle confié à l'agriculteur à ce moment : si la situation redevient normale, les principes qui le fondaient pourraient s'appliquer à nouveau.

On sait qu'en 1956, les forces agricoles des Etats-Unis trouvaient mal à s'employer : les exportations piétinaient ; l'aide alimentaire assurait déjà la ration quotidienne de vingt millions d'Indiens, de dix millions de personnes dans les autres pays de la faim. On a songé alors à diminuer la production. La Banque du Sol a constitué un des éléments de cette stratégie. Les exploitants, renonçant à cultiver une partie de leurs terres, recevaient une indemnité spéciale : coût de location et manque à gagner dû à l'interruption des cultures. Mais le système ne visait pas seulement à diminuer temporairement la production. Il s'intégrait dans une politique à long terme : « Il est possible que l'on n'ait pas besoin de telle terre en ce moment. Mais, le jour où on aura besoin, elle devra être capable de produire davantage ».

D'où le terme de BANQUE DU SOL. Lorsqu'on place son argent à la Banque, ou plutôt à la Caisse d'Epargne (qui se traduit aussi en anglais par BANK), on le retire plus tard enrichi des intérêts. Pour profiter des avantages financiers de la Banque du Sol, le fermier doit prouver qu'il s'est arrangé pour que, durant ce repos forcé, le sol se soit amélioré. Il doit suivre pour cela les règles minutieuses des services de la conservation du sol : planter des plantes enrichissant le sol, éviter certains types de dégradation.

On a pu parler à ce sujet d'une sorte de contrat entre l'individu et la société : celle-ci n'a pas besoin du service que peut rendre le fermier en vendant ses produits. Mais elle a besoin de son travail pour maintenir un capital qu'elle pourra mobiliser un jour. Elle le paie donc pour cela : par ce biais, l'agriculteur exerce donc un véritable service social, rétribué par les pouvoirs publics.

Mis en friche, ces terrains invitent les promeneurs à s'y détendre ou s'y reposer : ceci gêne l'agriculteur. Le gouvernement l'indemnise (30 F par hectare et par an) s'il laisse ses terres accessibles aux touristes : reconnaissance encore timide d'un service rendu au public.

Nouveau rôle reconnu aux agriculteurs dans la sauvegarde de la nature. Dans les régions les moins favorisées, où les agriculteurs sont sous-occupés, le gouvernement aide les autorités locales à les payer pour entretenir le paysage : peinture des barrières le long des routes, soins aux haies...

Il serait intéressant de saisir l'impact de ces mesures auprès des divers types d'exploitants suivant leur taille, leur emplacement. Il faudrait aussi analyser leur évolution, prévoir leurs possibilités pour l'avenir... Ces quelques données suffisent pourtant à alimenter nos réflexions sur l'intégration de l'agriculteur dans les activités non agricoles et son rôle dans la conservation de la nature. N'est-il pas paradoxal que ces dispositions viennent d'un pays où les études sur la spécialisation agricole ont été les plus poussées et que l'on a souvent jugé plus intéressé par l'aspect quantitatif plus que par le souci de la qualité ?

Henri de FARCY
membre de l'Académie d'Agriculture



photo TERRASSON : érosion entraînée par le recalibrage d'un fossé d'écoulement